



YouTube



Samedi

9 novembre 2024

15 pages

No. 648

GRATUIT

(exceptionnellement)

Moustass Leaks



Un État dans l'État : Les dessous d'un système d'influence occulte

Les écoutes téléphoniques révèlent un système clientéliste de contrôle des nominations dans plusieurs institutions clés de l'État mauricien. Sans mandat officiel ni légitimité démocratique, *Lakwizinn* apparaît comme centrale dans le processus de sélection des candidats à divers postes stratégiques

Un autre incident diplomatique révélé, après celui impliquant la Haute-commissaire britannique

Complot pour le démantèlement du groupe BAI

Dawood Rawat réclame des dommages de Rs 22 milliards

- PwC, André Bonieux, Mushtaq Oosman, Yogesh Rai Basgeet et la FSC dans son viseur

Dernière ligne droite avant les élections



Navin Ramgoolam : « Lundi le
11 nu pu dan hotel gouvernman »

Drame tragique à l'Ebène Car-Park



Un père de famille de 52 ans,
apprécié de tous, perd la vie

Téléchargez

votre copie gratuite
tous les dimanches

<https://www.sundaytimesmauritius.com/news/>





BioloMix



New Generation Cooking,
 Hot & Cold Functions,
 Stewing, Braising,
 Steaming, Blending
 Dry & Wet Grinding,
 Smoothie, Porridge,
 Hot Soup, Ice Crushing
 and many more.

300°C

Resistance to cold and heat shock

Five Layers Composite Cup

Health Thickened Borosilicate Glass



1250ML Hot Drink



1500ML Cold Drink

- ① Trace element layer
- ② Antioxidant ion layer
- ③ Nanoglobulin layer
- ④ Water molecule activated layer
- ⑤ Harden tempered layer



Represented by

MULTI HOUSEWARE Co. Ltd

1st Floor - Madeleine House 54, SSR street, Port-Louis.

Tel: 216 0602 / 5 922 3392 / 5 784 4488

Moustass Leaks

Un État dans l'État : Les dessous d'un système d'influence occulte

La saison 10 des 'Missie Moustass Leaks' met en lumière l'ampleur présumée de l'influence exercée par Kobita Jugnauth, épouse du Premier ministre sortant, sur les rouages de l'État.

Ces enregistrements soulèvent des questions fondamentales sur la gouvernance et la transparence des institutions démocratiques de l'île.

Les écoutes téléphoniques révèlent un système clientéliste de contrôle des nominations dans plusieurs institutions clés de l'État mauricien. Sans mandat officiel ni légitimité démocratique, Lakwizinn apparaît comme centrale dans le processus de sélection des candidats à divers postes stratégiques, notamment au sein de la *Local Government Services Commission* et de la *Very Important Person Security Unit* (VIPSU). Du moins, c'est ce que révèlent les Moustass Leaks. Les candidats seraient systématiquement évalués en fonction de leur affiliation politique. Les sympathisants du MSM bénéficieraient d'un traitement préférentiel, tandis que les personnes suspectées de liens avec l'opposition seraient écartées, indépendamment de leurs compétences.

Tout cela semble confirmer ce que nous révélions déjà dans notre édition du 27 octobre dernier *Sunday Times* concernant le système d'ingérence alléguée établi par l'épouse du Premier ministre dans les nominations publiques. En effet, ces bandes sonores, qui laissent percevoir l'implication directe de Kobita Jugnauth dans les processus de sélection au sein de diverses institutions, font écho à un schéma plus large d'influence occulte, illustré notamment par les révélations de Sherry Singh sur la purge politique menée à Air Mauritius. L'ancien proche des Jugnauth a en effet fourni une liste manuscrite, qui aurait été annotée par Kobita Jugnauth elle-même, et qui classerait les employés de la compagnie nationale selon leurs affiliations politiques présumées, aboutissant à des licenciements ciblés sous couvert d'une restructuration. Ces nouvelles révélations démontrent l'ampleur d'un système où «Lakwizinn» s'est arrogé un pouvoir décisionnel considérable, court-circuitant les processus démocratiques établis.

Les conversations dévoilées soulèvent également des préoccupations concernant l'importance accordée aux appartenances communautaires dans la sélection des



candidats. Le cas de la VIPSU, unité chargée de la protection des personnalités importantes, en est un exemple significatif. Kobita Jugnauth, paraît-il, aurait écarté certains candidats en raison de leur appartenance ethnique, témoignant ainsi d'une politique de nominations guidée par des critères identitaires et non par les compétences.

Des questions d'éthique

La révélation de ces enregistrements pose de sérieuses questions éthiques. Les nominations et promotions au sein de l'État, censées refléter une politique transparente et équitable, apparaissent ici comme contrôlées par une élite restreinte, *Lakwizinn*, qui oriente les décisions en fonction de ses intérêts. Cette mainmise soulève des inquiétudes quant au respect des principes de bonne gouvernance et de séparation des pouvoirs dans un pays démocratique.

L'implication directe alléguée d'une figure non-élue dans les affaires d'État remet également en question le rôle des conseillers officiels et des instances de régulation. La transparence et la responsabilité, principes essentiels de toute administration publique, semblent ainsi compromises par cette influence officieuse qui échappe aux contrôles habituels.

A noter que cette ingérence présumée rappelle notamment le scandale qui a secoué la Corée du Sud en 2016. L'affaire Choi Soon-sil avait alors révélé comment une confidente de la présidente Park Geun-hye, sans mandat officiel, influençait les décisions gouvernementales et les nominations. Ce scandale avait conduit à des manifestations massives et ultimement à la destitution de la présidente Park Geun-hye en 2017, illustrant les conséquences potentielles de l'influence occulte de personnes non élues sur les institutions démocratiques.

Incident diplomatique

Après la fuite d'une conversation impliquant la Haute Commissaire britannique à Maurice, Charlotte Pierre, des enregistrements attribués à Kobita Jugnauth révèlent des propos cinglants envers Nandini Singla, la Haute Commissaire de l'Inde. Ces extraits laissent entrevoir une forte exaspération attribuée à l'épouse du Premier ministre sortant envers la diplomate indienne, particulièrement agacée par sa rencontre avec l'opposant Navin Ramgoolam.

Selon les enregistrements, Kobita Jugnauth aurait également été irritée par une remarque de Sooroojdev Phokeer la comparant physiquement à la Haute Commissaire, une observation qu'elle aurait perçue comme offensante. « *Mari vilain sa fam la* », aurait-elle dit à son interlocutrice.

Dans une conversation présumée avec Anooj Ramsurrin, directeur de la MBC, Kobita Jugnauth ordonne d'éviter toute couverture médiatique mettant en avant Nandini Singla lors d'un événement officiel. Elle insiste pour que la diplomate indienne soit « *ignorée* », manifestant ainsi sa volonté de minimiser sa visibilité.

Les propos désobligeants attribués à Kobita Jugnauth envers la Haute Commissaire indienne pourraient créer un malaise diplomatique avec l'Inde, un partenaire stratégique de Maurice.

EDITO



Par Zahirah RADHA
Rédactrice-en-chef

Bizin changement !

Bizin changement si nous ne voulons plus que le pays soit dirigé par une *Lakwizinn* parallèle, où c'est une non-élue qui, semble-t-il selon les *Moustass Leaks* et tous ceux qui ont démissionné du MSM, dirige les affaires du pays, comme elle aurait dirigé le Sun Trust familial.

Bizin changement si nous ne voulons pas que la méritocratie soit torpillée par une politique divisionniste de copinage et de clientélisme politique, comme dans le cas de l'épuration politique à Air Mauritius et dans les cas des recrutements, promotions et nominations qui se font, semble-t-il, sur la base d'appartenance politique exclusivement.

Bizin changement si nous ne voulons pas d'un Commissaire de police qui agit comme le chef d'une bande mafieuse organisée, qui ourdit des complots et fait des cover-ups, alors qu'il est censé donner l'exemple à la tête de la force policière.

Bizin changement si nous ne voulons pas que les pouvoirs du Directeur des Poursuites Publiques (DPP) soient outrepassés, accaparés et confisqués par un nommé politique se trouvant à la tête de la *Financial Crimes Commission* (FCC), un monstre nouvellement créé, après la première tentative avortée de force de mettre sur pied la '*Prosecution Commission*'.

Bizin changement si nous ne voulons pas d'un judiciaire dont l'intégrité est remise en question à cause d'une poignée de juristes se courbant honteusement aux instructions venues d'en haut pour contourner la justice, comme révélés par les *Moustass Leaks*.

Bizin changement si nous ne voulons pas que notre démocratie soit réduite à une autocratie, comme le souligne le rapport V-Dem année après année.

Bizin changement si nous ne voulons pas être épiés par le gouvernement à travers le tapping de nos conversations téléphoniques, exposant ainsi à l'œil nu notre vie privée et professionnelle, mais aussi, plus grave encore, mettant en danger nos relations diplomatiques.

Bizin changement si nous ne voulons pas que des ministres mis en cause dans des cas allégués de corruption soient maintenus à leurs postes ministériels, comme dans le cas de l'Attorney General Maneesh Gobin.

Bizin changement si nous ne voulons pas qu'un ancien leader de l'Opposition se joigne au gouvernement MSM uniquement pour accommoder les intérêts et ambitions politiques de son fils, en dépit de tous les scandales qu'il a lui-même précédemment dénoncés.

Bizin changement si nous ne voulons pas d'un Speaker qui agit comme un agent et un *goalkeeper* du gouvernement MSM au lieu de garantir que les droits des élus et que le respect et la dignité de l'Assemblée nationale soient respectés.

Bizin changement si nous ne voulons pas qu'un Speaker nouvellement nommé et n'ayant présidé que deux ou trois séances parlementaires puisse bénéficier de coûteux voyages officiels et d'autres privilèges princiers, tout en participant à des activités politiques.

Bizin changement si nous ne voulons pas que nos libertés soient confisquées par un gouvernement en perte de popularité, en introduisant des lois liberticides, annulant les élections municipales, restreignant notre accès à l'internet et aux réseaux sociaux.

Bizin changement si nous ne voulons pas d'une presse dont la liberté est menacée ainsi que la persécution des journalistes par les princes du jour.

Bizin changement si nous ne voulons pas que notre droit d'expression soit bafoué et que nous soyons interpellés de force, comme des vulgaires criminels, par au moins une vingtaine de membres de la SST, comme dans le cas de l'internaute Shakil Ramsouder.

Bizin changement si nous ne voulons pas que d'autres agents du MSM subissent le sort atroce qu'a connu Soopramanien Kistnen et la souffrance vécue par son épouse Simla, dans l'indifférence totale du gouvernement de Pravind Jugnauth, pour lequel il avait travaillé d'arrache-pied pour le faire élire de son vivant.

Bizin changement si nous ne voulons pas que le MSM profite de notre malheur ou d'une autre pandémie comme la Covid-19 pour remplir les poches de ses proches à travers des *Emergency Procurements* tel qu'on l'a vu durant la pandémie de Covid-19.

Bizin changement si nous ne voulons plus que notre pays soit mal géré et que nos institutions soient politisées et cadennassées par une clique pouvoiriste.

Bizin changement si nous ne voulons pas que le *money politics* soit utilisé à tort et à travers pour acheter la conscience des gens alors que notre roupie est dépréciée d'une façon accélérée et délibérée.

Bizin changement si nous ne voulons pas que notre économie et nos priorités économiques soient relégués au second plan au profit d'une politique privilégiant une poignée de proches qui bénéficie aussi bien des fonds de la MIC que des terrains de l'État, comme dans le cas d'Avinash Gopee.

Bizin changement si nous ne voulons pas être victimes de '*planting*' en raison de nos convictions et couleurs politiques, comme on l'a vu dans le cas d'Akil Bissessur, entre autres.

Bizin changement si nous ne voulons plus être pris pour les dindons de la farce, face à l'accaparement des pouvoirs, le népotisme, les scandales incessants, et le state capture, entre autres, par le gouvernement MSM.

Bizin changement si nous ne voulons pas que nos jeunes soient contraints de quitter le pays, faute d'un avenir meilleur chez nous.

Bizin changement si nous ne voulons pas que nos enfants soient désavantagés à cause d'un système scolaire qui ne correspond pas à leurs besoins et aspirations.

Bizin changement si nous ne voulons pas que notre pays et notre jeunesse soient rongés et ravagés par la drogue et d'autres fléaux tout aussi dévastateurs.

Bizin changement si nous ne voulons pas que la mafia de la drogue règne en maître, en toute impunité et sans aucune volonté d'en venir à bout, malgré les prétentions du Premier ministre et son gouvernement, comme dans le cas de Franklin.

Bizin changement si nous ne voulons plus être écrasés sous le poids du coût élevé de la vie et de la dette, malgré les allocations données par le gouvernement MSM mais qui sortent de nos propres poches, notamment à travers la consommation et la TVA.

Bizin changement si nous ne voulons plus que notre île Maurice et notre nation arc-en-ciel soient divisées et morcelées à travers une campagne purement communale pour bénéficier au gouvernement MSM.

Bizin changement si nous aspirons à un avenir meilleur pour nos enfants, si nous voulons d'une île Maurice prospère et unie, et surtout si nous souhaitons voir un changement dans le style de gestion du pays après 56 ans d'indépendance.

UP

Indépendance du judiciaire

En ces temps sombres où les abus de pouvoir sont légion, dans un acte d'indépendance remarquable, un magistrat a rayé proprio motu une accusation de terrorisme dans le cadre des Moustass Leaks. Cette décision souligne le rôle crucial du DPP en tant que gardien des droits fondamentaux et de la justice. Face à des accusations manifestement disproportionnées, à des heures inhabituelles de la nuit, le système judiciaire a su démontrer sa capacité à maintenir l'équilibre entre le pouvoir exécutif et les droits des citoyens.



C'EST ÉCRIT



« Plus grave encore, des documents confidentiels du Conseil des ministres, protégés par l'Official Secrets Act, circulent dans des cercles privés, et des listes accompagnées d'annotations manuscrites déterminent le sort des employés selon des critères politiques ou religieux. Cette gouvernance de l'ombre a des répercussions dévastatrices sur notre économie. Maurice, autrefois considérée comme un partenaire fiable, voit sa réputation internationale s'effriter, ses emprunts devenir plus coûteux et les investisseurs manifester une inquiétude croissante. Pendant ce temps, des nations comme Singapour et le Botswana démontrent quotidiennement que la transparence et la compétence sont les véritables moteurs d'un développement durable et prospère. »

Gérard Sanspeur
Facebook
Vendredi 8 novembre 2024

A ÉTÉ DIT

« Une clique bien organisée a pris Maurice en otage. Des tentacules se sont infiltrés dans toutes les institutions du pays. Ni la cour suprême ni le judiciaire ne sont à l'abri. [...] Dans le système actuel, on est coupable jusqu'à preuve du contraire. »



Satyajit Boolell
TéléPlus
Jeudi 7 novembre 2024

DOWN

Lakwizinn



Les Moustass Leaks semblent confirmer ce que beaucoup devinaient ou dénonçaient depuis des années concernant Lakwizinn : une influence déterminante dans des décisions clés de l'État. En effet, ces révélations jettent une lumière sur les interventions supposées de certains proches du pouvoir dans la gestion des affaires publiques, y compris dans les nominations et la supervision des institutions, ainsi que dans des enquêtes judiciaires. Les positions communautaristes qui leur sont attribuées choquent de plus en plus la population, alimentant les critiques sur leur influence disproportionnée et sur l'impact de leurs agissements sur la cohésion nationale.

Photo du jour

Réélection de Donald Trump :

Quel avenir pour l'accord sur les Chagos ?

Donald Trump, réélu 47e président des États-Unis : quelles conséquences pour l'accord sur les Chagos ? L'avenir des négociations entre Maurice et le Royaume-Uni sur la souveraineté de l'archipel et sa base militaire de Diego Garcia pourrait dépendre de la nouvelle administration américaine.



Nous sommes votre porte-parole
24h sur 24.

Faites nous parvenir vos infos, photos, vidéos ou doléances.

Elles seront traitées en toute confidentialité et seront publiées dans le journal ou sur notre site web.

Whatsapp Info

5 255 3635



SUNDAY
TIMES

Complot pour le démantèlement du groupe BAI

Dawood Rawat réclame des dommages de Rs 22 milliards

• PwC, André Bonieux, Mushtaq Oosman, Yogesh Rai Basgeet et la FSC dans son viseur

Rs 22 milliards. C'est le montant de dommages que réclame Dawood Rawat à la Banque de Maurice, PricewaterhouseCoopers (PwC), André Bonieux, Mushtaq Oosman, Yogesh Rai Basgeet et la *Financial Services Commission* (FSC). L'ex-Chairman Emeritus du groupe BAI s'invite dans la campagne électorale, en logeant une action légale contre ceux qui ont mené au démantèlement de son groupe en 2015, peu après l'installation du gouvernement MSM. Il estime avoir fait les frais d'une vengeance politique, comme tant d'autres qui étaient associés à l'ancien Premier ministre travailliste, d'autant que les relations que sa famille entretient avec celle de Navin Ramgoolam remonte aux années 1930.

Dans sa plainte, Dawood Rawat relève l'historique de toute l'affaire et rappelle que l'*Insurance (Long Term Insurance Business Solvency) Rules 2007* avait été amendé en août 2013 pour que la valeur globale des investissements d'un assureur dans une ou plusieurs des '*related companies*' ne dépasse pas 10 % des actifs de l'assureur. Ce qui l'avait amené à prendre une série de mesures pour se conformer à cette nouvelle mesure. Cependant, soutient le patron du défunt groupe BAI, le gouvernement élu en décembre 2014 a pris des actions considérées comme des '*political motives*' contre des personnes et des compagnies perçues comme étant proches du précédent gouvernement, dont l'ancien Premier ministre, Navin Ramgoolam.

Des nominations à la Banque de Maurice peu après les élections générales de 2014, notamment celles de R.Tacouri, A.Seeyave, J.E.C Cartier, Y. Esmael et R. Padayachy, soutient Dawood Rawat a donné lieu à des '*significant concerns regarding the government's internal control over Defendant No. 1 (la BoM), which jeopardized its autonomy and undermined Defendant No.1's integrity and compromised its ability to operate independently*'. Il affirme également qu'entre février et mars 2015, des membres influents du gouvernement d'alors s'étaient mis à effectuer des retraits de leurs dépôts fixes de la Bramer Bank, totalisant un montant de Rs 19, 34 millions. De plus, ajoute-t-il, '*funds were withdrawn and fixed deposits were prematurely encashed by all government entities reflecting a planned, premeditated, coordinated and deliberate effort to impact the liquidity of BBCL*'. Des retraits qui s'élèvent à Rs 1, 8 milliard, rien que durant la période allant de 15 décembre 2014 au 18 mars 2015 (voir tableau).

L'ex-Chairman Emeritus du groupe BAI déplore le fait que la licence bancaire de la Bramer Bank ait été injustement révoquée en dépit des garanties données et du '*liquidity management plan*' fourni par la direction de la banque ainsi qu'une lettre adressée au

Corporate Name	Amount (Million)	Status	Encashment Date
SICOM	30.00	Savings	15 December 2014
SICOM	50.00	Savings	18 December 2014
NPF	100.00	Savings	19 December 2014
NPF	100.00	Savings	24 December 2014
NPF	100.00	Early Encashment	24 December 2014
NPF	100.00	Early Encashment	26 December 2014
AMB	50.00	Encashed at maturity	15 January 2015
Mutual Aid	63.96	Encashed at maturity	21 January 2015
Mutual Aid	88.40	Encashed at maturity	22 January 2015
CEB	200.00	Encashed at maturity	26 January 2015
ICTA	215.00	Savings	28 January 2015
SICOM	8.00	Savings	28 January 2015
Mutual Aid	53.25	Encashed at maturity	2 February 2015
Business Parks	61.93	FD 51 Million to Savings	4 February 2015
District Council of Pamplermousses	10.00	Savings	6 February 2015
Sicom General	10.00	FD 20 Million to savings	6 February 2015
Mutual Aid	75.00	Encashed at maturity	10 February 2015
AMB	50.00	Encashed at maturity	11 February 2015
Sicom Ltd	50.00	Savings	13 February 2015
Sicom General	11.00	FD 20 Million to Savings	24 February 2015
Informatics Parks	9.00	Encashed at maturity	5 March 2015
Cargo Handling Corp	50.00	Encashed at maturity	9 March 2015
Sicom Ltd	50.00	Savings	11 March 2015
Sicom Ltd	46.00	Savings	18 March 2015
NPF	5.00	Early encashment	26 December 2014
Total	1831.54		

Premier ministre d'alors, Sir Anerod Jugnauth, sur les conséquences économiques ainsi que '*the extensive impact on various sectors and livelihoods*'. Une lettre qui restera sans réponse. Mention est aussi faite d'une réunion tenue le 2 avril 2015 pendant laquelle le Secrétaire financier d'alors, Dev Manraj, avait lancé : '*dire Dawood, van so groupe pou en roupie ek pas pou ena problem devant*'.

« One-rupee letter »

Ainsi, '*the One Rupee Letter was drafted and addressed to the then Minister, Mr. Roshi Bhadain and the then Attorney General, Mr. Ravi Yerrigadoo, proposing to transfer the entire group for a nominal sum of MUR 1.00 [...] Faced with this situation, Plaintiff felt coerced into signing the letter, doing so reluctantly and under duress, believing it would ensure the safety of the executives and his loved ones*'. Sauf que le gouvernement semblait avoir d'autres plans. '*As the process unfolded, it became clear that the banking license had already been revoked, rendering the one-rupee letter futile*'.

Les démarches et les procédés du gouvernement sont vivement contestés. '*Shareholders of BBCL witnessed their shares wiped off the stock exchange. Their investment were thrown in the creation of the National Commercial Bank, which was later merged with a failing bank, owned by the Government, the Mauritius Post Cooperative Bank Ltd, to be rebranded as the MauBank*', poursuit Dawood Rawat. Ce qui s'est traduit par une augmentation significative de la base d'actifs de MauBank, qui est passée de Rs 15 milliards à Rs 28 milliards. Selon le plaignant, cela soulève de sérieuses questions sur la notion de bonne foi, en particulier lorsque le gouvernement, soutenu par la Banque de Maurice, semblait avoir privilégié la protection de ses propres actions plutôt que les intérêts des actionnaires publics.

Dawood Rawat relève, par ailleurs, une série de

déclarations faites par des membres du gouvernement. À l'instar de Vishnu Lutchmeenaraidoo, ministre des Finances d'alors, qui avait lancé '*je l'ai eu*', laissant entendre que la démarche gouvernementale était une vendetta politique. Il cite aussi une déclaration de ministre Mentor, nommément SAJ, qui avait affirmé au Parlement le 9 juillet 2019 que '*the Director of Public Prosecutions had discontinued all criminal cases against 14 individuals (including Plaintiff) charged with financial fraud perpetrated to former policy holders related to the BA group*'. Et ce, alors qu'il avait lui-même soutenu au départ de l'affaire que '*premier zafer mo tire mo kass. Si un bateau p couler, premier zafer mo sauve mo lavie*'.

Autre point qui retient l'attention dans la plainte de Dawood Rawat, c'est le rôle joué par l'administrateur Sattar Hajee Abdoula. Mention est ainsi faite d'une rencontre qui a eu lieu entre le plaignant et ce dernier à l'hôtel Scribe by Sofitel à Paris le 20 avril 2015. Lors de ladite rencontre, ce dernier a décrit la stratégie visant à négocier les termes avec le gouvernement, en évitant toute communication directe avec certains officiers afin d'éviter tout risque de conflit. Il a aussi expliqué que la discussion comprenait une évaluation critique des précédents investissements de Dawood Rawat, en soulignant l'urgence de parvenir à un accord pour atténuer les retombées publiques. '*During the meeting, Mr. Hajee Abdoula also confirmed that he was sent by the then Prime Minister to present a proposal to the plaintiff. He described his friendship with the Prime Minister, stating, "if he needs something, he calls me ; if I need something, I call him. This is how I operate ; I avoid complicating my life"*', peut-on lire dans la plainte.

Amendement significatif à la loi

De plus, ajoute Dawood Rawat, la nomination de Sattar Hajee Abdoula comme administrateur a créé un conflit pour le conservateur de la compagnie d'assurance car l'ensemble du groupe, y compris les filiales, était déjà placé sous administration. Raison pour laquelle le gouvernement a décidé d'amender la loi. Un amendement qui est toutefois illégal et anticonstitutionnel, selon le plaignant. '*On the 28th April 2015, the Insurance (Amendment) Act 2015 was voted by Parliament and day later, on the 29th April 2015, the Insurance Act 2005 was amended to create a new animal the 'Special Administrators' whose powers were so extensive that it could reach all companies of a licenced insurance company, i.e., not only to BAI Co. Ltd but also to its subsidiaries*'.

Dawood Rawat dénonce aussi le fait que les actifs du groupe, dont la valeur s'élevait à Rs 2, 2 milliards, ont été vendus deux semaines après la nomination des administrateurs spéciaux, soulevant des questions sur la transparence et le

Suite à la page 7



Suite de la page 6

manque de 'due diligence', d'autant qu'il n'y a pas eu d'appels d'offres concernant les investissements au Kenya. « La rapidité avec laquelle ces actifs ont été vendus porte non seulement atteinte à l'intégrité de la transaction, mais suggère également une urgence qui pourrait avoir été motivée par des motifs autres que les meilleurs intérêts des parties prenantes impliquées », souligne le plaignant.

D'ailleurs, rien que les honoraires des 'Special Administrators' ont coûté Rs 28 millions, dont Rs 23 862 500 ont été payés en avance.

Dawood Rawat s'attarde aussi sur les attaques personnelles et les actes répressifs dont ses proches ont fait l'objet. Il dit avoir subi des dommages conséquents, d'autant qu'il n'a pas été dédommagé bien que les allégations de 'ponzi scheme' « was less and less credible and/ or probable after the revocation of BBCL's banking licence ». D'où les dommages de l'ordre de Rs 22 milliards qu'il réclame aux défendeurs.

Xavier Duval avait confié n'avoir jamais cédé sous les pressions de Ramgoolam

« L'équipe spécialisée d'experts du FMI était venue en avril 2012 à la requête du ministère des Finances. Li fer so l'audit l'efficacité bane entreprises ki conclure que le système li fiable. Bien sûr ena bane zafer pou fer mais en général c'est ene système fiable. Mais l'audit FMI soulève ene issue concernant ene grand conglomérat et li dire ki ene situation ki kapave vine serieux et ki bizin prend bane actions », avait déclaré Xavier Duval, en soulignant que des mesures avaient ainsi été prises. Il faisait alors partie du gouvernement quand l'affaire BAI avait éclaté. Il a soutenu avoir lui-même fait venir l'équipe du FMI en 2012 alors qu'il était ministre des Finances sous le régime travailliste, et a nié avoir cédé sous pression politique de Navin Ramgoolam. « Mone fer mo travail seki mo ti bizin fer », avait-il insisté.

Dernière ligne droite avant les élections

Navin Ramgoolam : « Lundi le 11 nu pu dan hotel gouvernman »

« Dimanche 10, dimun pu al voter, et lundi le 11 nu pu dan hotel gouvernman. Pena doute dan mo latet », a déclaré Navin Ramgoolam, leader de l'Alliance du Changement, dans une conférence de presse ce vendredi. Il a ensuite remercié tous les Mauriciens pour leur accueil partout à travers le pays et dans les 20 circonscriptions, que ce soit dans les villes ou dans les villages, où une grande foule était présente.

« Campagn la finn cour mé intans. Nu nu finn privilégié ene campagn de proximité. Ti ena communion entre nu ek electora, pa zis nu ban partisan, li clair ki ene tsunami pe vini ki pu balyer zot, nimport ki zot rod fer. Lepep morisiyen inn decider bizin changement et changement la pu vini », a-t-il déclaré avant de remercier les activistes qui ont écouté le mot d'ordre qui consistait à éviter les dérapages.

Navin Ramgoolam a ensuite appelé la population à aller voter. « Ena dimun kapav vote dan zot place si zot pas alé », a-t-il mis en garde. Il a encouragé les électeurs à voter de bonne heure, avec un stylo, et



pour les trois candidats de l'Alliance du Changement, soulignant l'importance d'un vote utile. « Après 10 ans d'incompétence ek diktatur, mo pensé dimun koné inn ler pu changement », a-t-il conclu.

Les autres leaders et membres présents ont également appelé à voter en bloc pour les trois candidats de l'Alliance du Changement, et ont donné rendez-vous à la population la semaine prochaine, dans un nouveau gouvernement.

Arrestation controversée de Harish Chundensing

Le journaliste réclame Rs 5 millions à l'État pour préjudice moral

Le journaliste Harish Chundensing poursuit l'État mauricien et la police pour une somme de Rs 5 millions, suite à son arrestation qu'il qualifie d'arbitraire. Il accuse les autorités de violation de ses droits fondamentaux et d'abus de pouvoir.

En mai 2023, il a été arrêté à son domicile par la Special Striking Team (SST) pour un post publié sur Facebook, jugé polémique. Conduit de force au siège de la SST, il aurait été contraint de révéler ses sources sous la menace de poursuites. Durant son interrogatoire, le surintendant de police (SP) Jagai lui aurait tenu des propos intimidants.

Le journaliste a ensuite été détenu plusieurs heures dans un véhicule de police avant d'être présenté à la Cour de Curepipe. Bien qu'il ait rempli les conditions de caution, il a été conduit de nouveau chez lui pour une perquisition, qu'il considère comme inutile et abusive.

En juin 2023, ses avocats ont demandé le retrait de la charge provisoire, en raison du manque de preuves. En octobre, le Directeur des Poursuites Publiques (DPP) a confirmé l'absence de fondement pour l'accusation, et la Cour a radié la charge.

Harish Chundensing affirme avoir subi un stress important et une atteinte à sa réputation. Il considère les actions de la SST comme une atteinte grave à ses droits, et demande réparation pour le préjudice subi.

Cette affaire met en lumière les enjeux de la liberté de presse à Maurice et pourrait poser un précédent juridique important pour la protection des journalistes dans le pays. Il est représenté par Me Bebakur Rampoortab, avoué, et Me Antoine Domingue, SC.

Eshan Juman saisit la justice contre Pravind Jugnauth pour diffamation

À seulement quelques jours des élections générales, Eshan Juman, directeur général de plusieurs sociétés, ancien conseiller municipal, député travailliste sortant et candidat de l'Alliance du Changement aux élections législatives dans la circonscription No 3, a déposé une plainte devant la Cour suprême contre Pravind Jugnauth, actuel Premier ministre et leader du parti MSM, pour diffamation et atteinte à sa réputation.

Eshan Juman, représenté par M^e Pazhany Rangasamy, estime que Pravind Jugnauth a tenu, lors d'un rassemblement politique le 3 novembre 2024 à Phoenix, des propos visant à nuire à sa réputation et à ternir son image publique. Le PM a en effet affirmé qu'il possède plusieurs biens non déclarés, y compris des actions dans une société immobilière, et une Mercedes Benz CLS 350.

Eshan Juman, dans sa plainte, affirme que les propos du leader de l'Alliance Lepep et du MSM sont faux, malveillants et visent à porter atteinte à sa réputation durant cette période électorale cruciale. Il déclare que le bien faisant référence à Octria a été dûment déclaré et que l'acquisition de la Mercedes Benz CLS 350 a été effectuée après la première déclaration officielle de ses avoirs, ce qui rend les accusations du Premier ministre infondées.

Il demande par conséquent à la Cour de condamner Pravind Jugnauth à lui verser des dommages-intérêts d'un montant de Rs 50 millions pour diffamation, ainsi que les frais de justice. Il souligne que les propos du Premier ministre ont causé des préjudices sérieux à son intégrité et à sa réputation en tant que candidat et homme public.

Moustass Leaks

L'accusation de 'Prohibition of Acts of Terrorism' levée contre Sherry Singh et quatre autres prévenus

Dans le cadre de l'affaire des *Moustass Leaks*, qui secoue l'île Maurice depuis trois semaines maintenant, l'accusation de 'Prohibition of Acts of Terrorism' portée contre Sherry Singh, ancien CEO de Mauritius Telecom, et quatre autres prévenus a été levée samedi dernier, marquant un soulagement notable pour ces derniers, leurs défenseurs et leurs familles.

Arrêtés le 1er novembre 2024, Sherry Singh, Nadeem Reshade Varsally, Jamirouddin Mohammad Yeadally, Kaviraj Ramjuria et Leevy Frivet ont d'abord été accusés de 'Misuse of Fake Profile' et de 'Prohibition of Acts of Terrorism' en lien avec les enregistrements controversés de *Missie Moustass*. Cependant, cette accusation de 'Prohibition of Acts of Terrorism' a rapidement été remise en question. En effet, Me Nataraj Muneesamy, assistant du Directeur des Poursuites Publiques (DPP), a souligné qu'elle reposait uniquement sur des suspicions sans preuves solides. Cette observation a été déterminante dans la décision finale du magistrat Prashant Bissoon. Le lundi 4 novembre, ce dernier, agissant de sa propre initiative (proprio motu), a décidé de rayer l'accusation provisoire de terrorisme. Cette décision a été prise après une analyse approfondie des explications fournies par les enquêteurs, que le magistrat a jugées insuffisantes

pour maintenir une telle charge.

Me Urmila Boolell, *Senior Counsel* représentant Sherry Singh, a qualifié l'accusation initiale de « *profondément regrettable* », affirmant qu'il était inacceptable de brandir une telle charge sans preuves concrètes. Me Lovena Sowkhee, avocate de Nadeem Reshade Varsally, a réitéré l'importance de la décision du DPP de déclarer que « *la nature des preuves ne correspond pas à l'accusation* ». L'accusation d'utilisation de faux profils reste quant à elle maintenue, assortie de conditions strictes de libération : versement d'une caution de Rs 80 000, couvre-feu, interdiction de quitter le territoire, et présentation quotidienne au poste de police.

Sherry Singh a déclaré, à sa sortie du tribunal : « *Mo remercié magistrate Zeenat Cassamally ki inn gard la cour ouvert ziska 20h dan lintere liberte ene dimoun. Zame pann arive sa.* » Il a par également remercié le bureau du DPP, qui est selon lui un rempart contre l'injustice, et a souligné qu'au-delà de son cas personnel, ce sont quatre familles qui ont été durement impactées, et ce uniquement sur la base



de la déposition d'une personne. « *Mo remercié également tou ban avocats kinn présents malgré la pression, ek bizin dir kan dimoun fer ene bon travay, Magistrat Bissoon, par li mem, san ki nou ban avocats bizin intervenir, linn trouver ki pena evidences et linn strike out case la, chapo a lui* », a-t-il ajouté. Concernant la charge de 'Prohibition of Acts of Terrorism', l'ancien CEO de Mauritius Telecom a assuré ne jamais avoir été inquiet parce que « *li pa make sense* », bien que fatigué car en période électorale, et étonné de voir à quel point le gouvernement sortant est prêt à tout pour arrêter les adversaires politiques.

Libre Expression

Open letter to the (acting) Electoral Commissioner

Sir/Madam,

A couple of years ago, I had a "mini clash" with the Electoral commissioner. I was a voter in a union executive election which had been run by the famous ESC. On that occasion, the commissioner was present, and I asked him: "Ki manière, zot inn amené zot T-square tout?" He was naturally irritated and retorted twice: "Ki, ou aussi ou penser ki nous bann volères?"

Though I apologized to prevent any further "dérapiage", deep inside me I felt that the message had been driven home.

I will not repeat the list of criticisms which by now the

ESC knows by heart. What I want to say is this:

A rule in Mathematics goes thus: if a theorem works in 99 cases but not the 100th time, then the theory is wrong! Stray bulletins and recount figures simply show that the ESC was not infallible in the last elections. And if errors have occurred in some place, there is no guarantee that they did not occur elsewhere!

It is said that the ESC is an "independent institution." While such a statement is supposed to absolve external parties [or party?] from any responsibility, it is also a double-edge sword, which can only mean that for whatever malfunctions that occurred, it's only the ESC which is to be blamed!!!

The greatest aberration in our present system

is the archaic door-to-door registration of electors, unless it is a deliberate tactic to leave loopholes! It defies all common sense why a Mauritian, holder of a computerized ID card, is not automatically a registered voter, and why a deceased person can still remain on the list! Is this a method to pave the way for Bangladeshi workers and expatriates from Big Brother to vote?

The upcoming general elections will be an occasion for the ESC to make amends and obliterate all circulating rumours, for example: (1) providing indelible ink (2) assuring that no "pre-voted" bulletins will be in ballot boxes (3) no excessive spare bulletins are printed....

Between "free & fair" elections and "rigged" elections, the whole fate of a nation depends...

Ynam Ally

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

Drame tragique à l'Ébène Car Park

Un père de famille de 52 ans, apprécié de tous, perd la vie

Un terrible accident s'est produit le vendredi 1er novembre au rez-de-chaussée de l'Ébène Car Park, coûtant la vie à Mohammad Ally Maheraly, 52 ans, Senior Executive Assistant à l'Université de Maurice. Sa fille Aaliyah, 20 ans, présente lors du drame, livre un témoignage bouleversant sur les derniers instants de son père. « Nous étions dans le Car Park et allions rejoindre notre voiture quand j'ai soudainement entendu un bruit sourd que je ne peux même pas décrire », confie Aaliyah, encore traumatisée. « J'ai juste eu le temps de regarder derrière moi et j'ai vu un véhicule arriver à grande vitesse. »

Selon les premiers éléments de l'enquête, la conductrice aurait d'abord heurté un véhicule en stationnement avant de percuter le piéton. Dans un acte de bravoure, Mohammad Ally Maheraly a eu le réflexe de protéger sa fille, la mettant ainsi à l'abri de l'impact, avant d'être lui-même renversé par le véhicule. La scène qui suit restera à jamais gravée dans la mémoire d'Aaliyah :



« J'ai vu mon papa saigner, crier de douleur et appeler à l'aide. C'est traumatisant de voir un proche dans cet état-là, surtout que je n'ai pas reçu d'assistance de la part de la conductrice », confie-t-elle. Face à la situation, la jeune femme a crié à l'aide, alertant des passants qui sont venus leur porter secours.

Les premiers soins ont été prodigués sur place par la police avant que la victime ne soit transportée d'urgence vers un hôpital privé par le SAMU. Malheureusement, le père de famille, résidant à Vacoas, n'a pas survécu à ses blessures. « La police et le SAMU sont arrivés rapidement et ont fait de leur mieux pour mon papa, tout comme l'équipe de

Wellkin », souligne-t-elle, reconnaissante envers les équipes médicales qui ont tout tenté pour sauver son père.

Émue, Aaliyah dresse le portrait d'un homme apprécié de tous et qui laissera un grand vide dans sa communauté : « Mon papa était en pleine santé, c'était quelqu'un de très actif, de très jovial, de serviable et aimé par tout le monde. » Aujourd'hui, la famille tente de surmonter cette épreuve. « Nous sommes encore sous le choc. Ma priorité c'est ma maman et moi-même. Heureusement, nous sommes bien entourés par la famille, les amis et les collègues », partage-t-elle avant d'ajouter : « Tout ce que l'on souhaite, c'est que justice soit faite. »

Les circonstances exactes de l'accident font l'objet d'une enquête approfondie. Selon les premiers éléments, une analyste juridique de 43 ans aurait perdu le contrôle de son véhicule, percutant d'abord une voiture en stationnement avant de heurter fatalement Mohammad Ally Maheraly. Si l'alcootest effectué sur la conductrice s'est révélé négatif, les investigations se poursuivent pour comprendre les causes précises de ce drame qui a coûté la vie à un père de famille estimé de tous.

MLC en collaboration avec la SSMS

Une réception offerte en l'honneur d'Ahnas Abdool Careem Hyderali

Le Muslim Ladies Council, en collaboration avec la Surtee Soonnee Musulman Society, a organisé une réception pour célébrer le succès d'Ahnas Abdool Careem Hyderali, un jeune Hafiz-ul-Quran de 20 ans, enfant unique issu d'une famille modeste. Brillant aux examens du HSC, il a obtenu une bourse additionnelle gouvernementale pour poursuivre ses études supérieures.

Parmi les personnalités présentes, il y avait : A.R. Bundhun, ancien Vice-Président de la République ; Son Excellence Abir Alam Eldin, ambassadrice d'Égypte ; Mohammad Alqahtani de l'ambassade d'Arabie Saoudite ; Muhammad Iqbal Khan de l'ambassade des États-Unis ; Muhammad Jahangir Alam du Haut-Commissariat du Bangladesh ; Haitem Issa de l'ambassade de Libye ; et Khadijah Khalid Khan du Haut-Commissariat du Pakistan, entre autres.

Lors de son discours, la présidente du Muslim Ladies Council, Mariam Goodur,



a souligné avoir suivi le parcours d'Ahnas depuis ses études primaires. Elle a rappelé que son handicap ne l'a pas empêché d'obtenir des résultats remarquables, menant à une bourse additionnelle de l'État pour ses études tertiaires. En plus de ses succès académiques, il est Hafiz-ul-Quran depuis 2020. Mariam Goodur a également souligné l'importance d'encourager les personnes en situation de handicap, afin de renforcer leur confiance et de les valoriser.

Les autres intervenants, dont le recteur du Collège Royal de Port-Louis, Farhaad Tegally, et Muhammad Hossen de la Surtee Soonnee Musulman Society, ont abondé dans le même sens. Farhaad Tegally a insisté sur le soutien des

professeurs et camarades d'Ahnas au collège, ainsi que sur son enthousiasme pour le sport, le débat et d'autres activités. Muhammad Hossen a, pour sa part, évoqué la valeur spirituelle du statut de Hafiz-ul-Quran, en termes de bénédictions pour lui et ses parents.

Yaaseen Edo, un autre jeune en situation de handicap et ami d'Ahnas, titulaire d'un BSc (Hons) en Web Technologies et Multimédia, a félicité Ahnas tout en abordant la question des personnes en situation de handicap en général.

Au cours de la cérémonie, des trophées ont été remis aux intervenants. La fête de la République de Turquie, célébrée le 29 octobre, a aussi été marquée à cette occasion.

LETTRE OUVERTE A DIEU

- Copie aux Hommes

Objet : Crash de la BAI ou le reste d'une vie volée

Quel meilleur jour pour t'écrire, Mon Dieu, qu'en ce 10 novembre 2024, jour des élections législatives qui nous ramène à celles de 2014 !

Tu sais Toi, ce qui est arrivé environ trois mois après la victoire de l'Alliance Lepep en 2014, soit le 3 avril 2015, un Vendredi Saint, deux jours avant la Pâques, fêtée par toutes les communautés de notre pays. En ce jour fatidique, le gouvernement nouvellement élu avait annulé la licence de la Bramer Bank, provoquant le crash du conglomérat BAI/Bramer. Cette action irréflectible et vindicative avait affecté presque un cinquième de la population mauricienne, sans oublier les nombreux étrangers. On ne peut oublier qu'une personne est décédée en apprenant cette nouvelle à la radio et que plusieurs autres sont mortes après. Je ne vais pas entrer dans les détails que Tu connais mieux que quiconque, mais je vais juste te reparler de ce qu'a été ma vie et celle de beaucoup de personnes pendant ces dix dernières années, sous le règne premièrement de l'Alliance Lepep, et en 2019 de l'Alliance Morisien.

Toi, Mon Dieu, tu le sais, mais je le dis pour les hommes. Je suis apolitique, aucun politicien n'a jamais rien fait pour moi. Je ne suis contre aucune personne et aucun parti, mais je condamne leurs mauvaises actions. Depuis 2015, je défends uniquement la cause et je suis toujours à la recherche de la Justice et de la vérité. Mon combat n'est pas par rapport avec ce qui n'a pas été fait POUR moi, mais ce qui a été fait CONTRE moi et plus précisément, dans le cas de la BAI, contre trop de personnes.

Si en 2014, l'effervescence n'avait pris place qu'après les élections, cette année elle règne avant. Le gouvernement sortant clame haut et fort tous ses exploits (en omettant ses frasques), car il a ratissé large, surtout pendant son deuxième mandat, touchant presque toutes les couches de la communauté en utilisant comme outil principal la MBC, financée elle par la population dans son ensemble.

L'élément phare du gouvernement sortant est, sans controverse, l'augmentation de la 'pension de vieillesse' car l'île Maurice a une population vieillissante et les voix des personnes âgées sont grandement utilisées. Les membres répètent sans cesse qu'à leur arrivée au pouvoir en 2014 ils avaient augmenté la pension de base qui était de Rs 3,623 à Rs 5,000, qu'aujourd'hui elle est de Rs 14,000 et qu'elle atteindra Rs 20,000 en 2024, à croire que dix ans n'ont pas suffi pour qu'ils fassent leurs preuves. L'argument brandi par plusieurs membres est qu'en 2024, à la fin du nouveau mandat que le peuple doit leur donner, les pensionnés touchant cette pension vont tous devenir millionnaires – Il semblerait que dans ce pays où les prix augmentent au quotidien

(p.e. ma prime d'assurance médicale a doublé en dix ans), ils vont tout économiser et ne vont rien dépenser. Vont-ils vivre d'amour et d'eau fraîche. J'ai deux petites questions pour eux :

- Pendant qu'il faudra 5 ans pour que les pensionnés touchent un million, combien de mois leur faudra-t-il pour qu'eux deviennent millionnaires ?
- Est-ce que le gouvernement sortant, qui, pour moi, est responsable du supposé crash de la BAI/Bramer, réalise que tout pensionné qui a perdu un million de roupies dans ce crash, a simplement prépayé sa pension pour ces derniers dix ans et dans certains cas, dépendant de leur âge, ils n'ont en vérité, peut être pas touché un sou de pension à ce jour ? De plus, dépendant du montant perdu, certaines personnes ont prépayé leur pension jusqu'à la fin de leur vie. Oui, Mon Dieu, je suis fatiguée de les entendre dire 'Parole Donnée, Parole Sacrée'.

Un petit résumé du pourquoi je lutte pour la vérité et la justice :

- Le gouvernement a accusé la BAI/Bramer d'opérer un 'massive Ponzi Scheme' et les propriétaires, actionnaires, investisseurs et autres sont devenus du jour au lendemain des victimes propulsées pour certains, dans la pauvreté. Cela a été fait au profit du gouvernement lui-même. On a tous été condamnés, et ce, uniquement sur la base d'allégations et sans jugement. Est-ce que le ponzi a été prouvé ? Non, jamais. Pour moi donc, jusqu'à preuve du contraire, ce n'était pas un cas de 'PONZI', mais un cas de 'DELITS D'INITIÉS' opéré par le gouvernement lui-même.
- Des questions de l'homme de la rue qui ne comprend peut être rien de rien ainsi que de certaines personnes très intelligentes qui me demandent : Qui t'a dit de mettre ton argent dans la BAI ? Que ces personnes me donnent une seule raison pour laquelle je n'aurais pas dû avoir investi dans un groupe légiféré, qui opérait pendant environ quarante ans et qui n'avait JAMAIS manqué à une seule obligation envers ses clients.
- Des insultes, moqueries, humiliations et dénigrements de la part de 2 ex ministres du gouvernement sortant ainsi que de plusieurs autres personnes (qui sauront pourquoi ils l'ont fait) qui se reconnaîtront.
- Le gouvernement a simplement rayé les actionnaires de la Bramer Bank dont je fais partie et est devenu propriétaire de tous les biens de la BAI /Bramer sans rien payer. On sait tous ce qui s'est passé peu de temps avant le crash, quand plusieurs ministres et les membres de leurs familles ont retiré leur argent de la banque et ont fermé leurs comptes.
- Le conglomérat BAI/Bramer n'était peut être pas un saint mais il n'a certainement pas opéré de la façon qu'ont opéré ces dernières années certaines compagnies avec la bénédiction du gouvernement sortant. Il ne faut surtout pas oublier la façon dont le

gouvernement lui-même a géré l'argent du pays dans beaucoup de cas.

- Je suis toujours dans l'attente d'une réponse à mes correspondances sur le crash de la BAI, datant de 2016 ou 2017 adressées à certaines institutions, dont l'ICAC, la FSC, le Stock Exchange, l'IRSA entre autres, correspondances envoyées aussi aux ministres de la Bonne gouvernance. D'ailleurs, je reprends bientôt le dossier au niveau de la FCC.
- On en a tous assez d'entendre les gens dire que les victimes de la BAI/Bramer ont été payées par le 'Tax Payers' Money'. Ils ne se posent pas la question de savoir combien d'argent avait la BAI/Bramer au moment du crash, que sont devenus tous les biens du conglomérat et qui en sont devenus les propriétaires, etc.
- Je ne peux rester insensible au calvaire et passer à côté du cas de cet étranger qui, malgré les promesses d'un ex-ministre, n'a pas touché à ce jour, un sou de ses millions transférés à Maurice après que certains membres du gouvernement aient retiré leur argent.
- Pour beaucoup de personnes comme moi, surtout les retraités, avec le démantèlement de la BAI/Bramer, acte qui a causé la perte de nos économies, ON NOUS A VOLÉ, NON PAS DIX ANS, MAIS LE RESTE DE NOTRE VIE.

Mon Dieu, avec ta bénédiction, je vais reprendre le dossier de la BAI/Bramer, peu importe qui viendra au pouvoir, même si c'est le gouvernement sortant. Aussi longtemps qu'on ne connaîtra pas la Vérité et qu'il n'y aura pas de Justice, le crash de la BAI/Bramer restera un 'Unfinished Business' et 'The most shameful and unforgivable crime'.

En ce qui me concerne, après les quarante quatre années d'épreuve que Tu connais, Mon Dieu, je ne peux que Te remercier pour mon cheminement avec Toi, de la foi que Tu me donnes car je peux être pauvre comme Job matériellement, mais je suis riche comme Crésus spirituellement. Mon AVOCAT est Jésus qui est aussi toujours avec moi. Mon arme de protection en ce monde difficile et vindicatif, c'est ton armure que je porte 24/7, selon 'Ephésiens, Chapitre 6, Versets 10 à 18'. Mon guide, Conseiller et Consolateur est le Saint Esprit.

Mon Dieu, en ce jour des élections législatives, je remets entre tes mains mon pays et je te demande de nous protéger, de donner la sagesse à tous, de faire que tout se passe dans l'ordre et que l'alliance qui viendra au pouvoir travaille pour le peuple et non pour les intérêts personnels des dirigeants et de leurs proches.

■ Mavis Latchman

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

The Access / suspension of the Internet and Islam

The development of the global system of interconnected computer networks that we generally call the Internet has revolutionized the world of communications and transformed the society, economy, and private lives of billions of individuals.

Even though the Internet still remains largely a Western phenomenon that depends on its users' financial situation, language (most communication is still in English), and technological skills, the Internet and related technologies and cell phones have rapidly spread to all parts of the world. Internet cafés that provide their customers with access to the Internet are a common feature and a meeting place for an expanding number of users all over the world. People who do not have access to the Internet are also indirectly affected by the rise of the "network society". With the development of the internet, which facilitates information sharing and places the user in a more influential position as a producer of information, it has become more interactive, and its users can communicate to a greater extent with a growing number of users all over the world by taking part in online discussions or by setting up their own web pages or blogs (e.g. Facebook, Twitter, Instagram, TikTok).

On the one hand, the internet has been presented as an opportunity and as supporting democracy and critical discussions in the third world, but on the other hand, it is evident that the technology also is a problem for those in power, since it can be used to question authority and the established order of society. Censure and conflicts over media use are still common topics in, for example, the Middle East and other countries located in the so-called third world, and even though a growing number of religious authorities have started to use the Internet and satellite television to promote their ideas, the new media are still viewed as a double-edged sword that can provide sorrow as well as prosperity. For example, it has become more difficult for political regimes to control public media, and thus alternative views on politics, religion, and so-called alternative lifestyles have become more difficult for those in power to control and block out. However, if the users stick to the sites supported, promoted, and suggested by the religious and political elite, the Internet can be a tool that upholds the prevailing system.

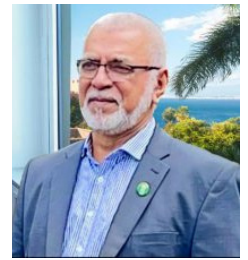
Often Internet suspensions by autocratic governments have become a powerful tool to control information flow and suppress dissent. Often, these governments justify internet blackouts by claiming they're necessary for 'National Security', to prevent the spread of 'Fake News' or to maintain "public order" during General elections or political turmoil. By cutting off access to global network, leaders aim to isolate citizens, limiting their ability to communicate, organize, or access unbiased information.

However, such shutdowns have severe impacts on the Infringement on Human Rights. It disrupts businesses, education, healthcare, and other vital services that rely on digital infrastructure, leading to financial losses and harming livelihoods, which lead to severe Economic Consequences. As we have witnessed, the recent Internet suspensions has had a backlash and had been condemned by International media, human rights groups.

Turning now to the study of Islam and the Internet, it is clear that individuals and groups that emphasized their "Muslimness" were among the earliest users of the new media. Muslim guest students had enrolled in technological programs at universities that were to become leading departments in the development and promotion of the Internet. Muslims from a large variety of ethnic, linguistic, religious, and political backgrounds are using the Internet for discussing Islam and Muslim affairs and for apologetic or polemical reasons.

A growing number of Muslim scholars as well as established Islamic institutions have also started to use the Internet and satellite television to promote their interpretations of Islam. It has also become more important to reach out to the Muslim community. The transnational dimension has also been highlighted in several studies, that directly or indirectly discuss Islam, Muslims, and the Internet. The Internet provides new opportunities to explore and find alternative interpretations of Islam or to ask questions about Islam (for example, to ask for a fatwa), but it is also clear that this possibility can be perceived as a problem by religious authorities and political leaders, since the Internet is an arena for a large number of different groups ranging in interests from sexual orientations to various political

and ideological tendencies. The tension and complexity of the new media are highlighted, the Internet, and the new media in local, global, and transnational contexts.



By: Bashir Nuckchady

It is also evident that a growing number of Muslim preachers are using the Internet to promote their specific interpretations of Islam. Muslim religious leaders use the internet in various ways to engage with their communities, share teachings, make video streaming of the Friday Sermons, and address contemporary issues through an Islamic lens. Recognizing that younger generations are highly active online, many religious leaders use social media to connect with them through platforms like Instagram, TikTok, and YouTube, they share short videos, and inspirational content that address the questions and concerns of young Muslims in today's world. With rapid technological and social changes, leaders use the internet to address new challenges like artificial intelligence, social justice, financial ethics, and environmental issues from an Islamic perspective, helping followers navigate modern life within their faith's teachings.

Many Muslim organisations use their platforms to advocate for humanitarian causes, organize charitable campaigns, and raise awareness about global issues affecting Muslims and others worldwide. Their online presence can mobilize resources and support in times of crisis, such as natural disasters or conflicts. By embracing the internet, the Muslim Community help bridge the gap between traditional religious guidance and the digital world, creating accessible resources and fostering inclusive online communities.

Alan Paton no more crying here.
Overnight us Mauritius natives woke up to
DICTATORSHIP.
Who would believe that 56 years ago.
I address my African MORIS today,
I beg no mouse trap.
Only 9 days
to freedom in peace.
The game is up hon PM.
Lose with dignity.
PEI avant U.

By Dr Anil Banyandhub

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

« C'était pas facile avec Lamine, Balde... Ils n'ont pas aidé »

Dans 'La Revuelta', Inaki et Nico Williams racontent comment ils ont vécu ces derniers mois. Le documentaire qu'ils viennent de réaliser et l'été mouvementé du jeune frère, qui a failli signer à Barcelone.

Le Championnat d'Europe a fait monter en flèche la réputation de Nico Williams, qui avait déjà excellé à l'Athletic, avec lequel il avait remporté la Copa del Rey. Mais gagner l'or dans un tournoi international et briller individuellement par ses buts et ses passes décisives est un plus qui incite le FC Barcelone à s'intéresser à lui. Le club de Bilbao, toujours difficile à négocier, a tenu bon et a réussi à prolonger son contrat jusqu'en 2027. Le joueur est revenu, sans trop de détails, sur la façon dont il a vécu cette époque.

“On essaie d'éviter les histoires, mais il y a toujours des critiques”, explique-t-il à propos de la disparité des opinions des uns et des autres sur sa figure pendant ces mois d'incertitude. “C'est sur Twitter que la plupart des critiques sont partagées. Oui, j'ai souffert, je ne vais pas mentir. En ce moment, maintenant que je n'ai plus de lien, je reçois encore des



messages sur le Barça. Ils me disent tout et n'importe quoi. Beaucoup me disent d'aller au Barça, d'autres me disent de ne pas y aller, ils me disent 'on n'a pas besoin de toi", a-t-il ajouté.

Il n'a pas été facile pour Nico de faire face à la presse, aux rumeurs... et aussi aux initiatives de ses compatriotes : “C'était pas facile avec Lamine, Balde...

Que disaient-ils ? Viens maintenant frère, viens maintenant. Ils n'ont pas aidé. Des messages tous les jours, tout le temps.

“Non, je n'ai rien révélé à personne. J'en ai parlé en famille et c'est tout. L'affaire Raphinha? Je l'ai vue, mais je n'en ai pas fait grand cas. Je suis content qu'il aille bien et que le Barça aille bien, je ne suis pas rancunier”, conclut-il.

« Restez calme et croyez en vous » -

Van Nistelrooy conseille Hojlund malgré des rumeurs sur Gyokeres

Ruud van Nistelrooy a déclaré lors d'une conférence de presse avant le match d'Europa League de Manchester United contre le PAOK que Rasmus Hojlund est un jeune “prometteur” et qu'il doit “croire en lui”.

Rasmus Hojlund a rejoint Manchester United à l'été 2023 en provenance de l'Atalanta et a été l'une des recrues les plus prometteuses du club mancunien ces dernières années. Cependant, le Danois ne s'est pas avéré être la solution

aux problèmes de manque de buts chez les Red Devils.

Lors de sa première saison, l'international danois a inscrit 16 buts en 43 matches de compétition, alors que cette saison, il n'a trouvé le chemin des filets qu'à deux occasions en 10 matches jusqu'à présent.

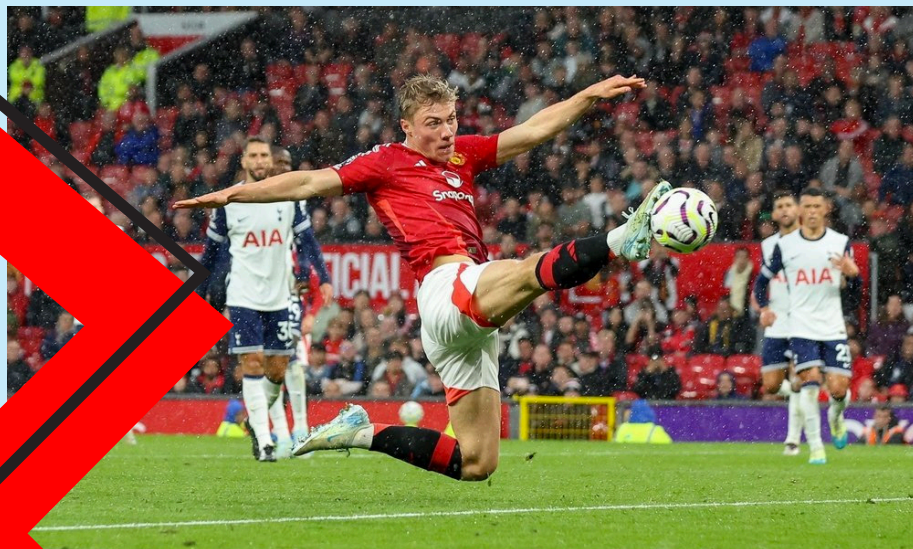
D'autre part, Viktor Gyokeres a été la surprise européenne de la saison dernière, inscrivant 43 buts et délivrant 15 passes décisives en 50 matches pour

le Sporting de Lisbonne, ce qui l'a placé dans le collimateur des plus grands clubs européens. En outre, l'excellent début de saison du Suédois, qui a déjà inscrit 23 buts et délivré quatre passes décisives en seulement 17 matches, en fait une cible de choix pour United.

Selon certaines rumeurs, après avoir confirmé que Ruben Amorim, l'entraîneur du Sporting Lisbonne, prendrait les rênes du club mancunien à partir du 11 novembre, le technicien portugais pourrait convaincre Gyokeres de partir avec lui pour tenter sa chance à Manchester.

Cependant, Ruud van Nistelrooy, qui est toujours l'entraîneur intérimaire des Red Devils, a défendu Rasmus Hojlund face à ces rumeurs. “Mon conseil ? Restez calme et croyez en vous, croyez en ses qualités. Comme moi et ses coéquipiers. Il sait qu'il est jeune et prometteur et que le travail quotidien qu'il accomplit finira par payer.

“Pas seulement pour lui mais pour ses coéquipiers. Et j'ai confiance en cela. Je veux dire, la plupart des buts sont marqués dans la surface de réparation, c'est là que nous voulons placer nos joueurs autant que possible, mais cela dépend des matchs,” a-t-il déclaré.



« Il est difficile de réussir ici » - Badiashile parle de son avenir



Le défenseur central de Chelsea, Benoît Badiashile, a déclaré avant le match de Conference League des Blues contre Noah que, bien qu'il soit «difficile» de réussir à Londres, il ferait de son mieux pour rester.

Benoît Badiashile a du mal à s'imposer comme un titulaire indiscutable à Chelsea depuis qu'il a rejoint les Blues en janvier 2023 en provenance de Monaco.

Le défenseur central français s'est exprimé avant le match de Conference League contre Noah et a clairement indiqué qu'il n'avait pas l'intention de partir. «Bien sûr, je veux rester. Chelsea est un grand club. Je sais qu'il est difficile de réussir ici. Mais je ferai de mon mieux», a-t-il déclaré aux journalistes.

Badiashile a été acheté par le club de Stamford Bridge pour 35 millions de

livres sterling et l'ancien Monégasque est sous contrat avec Chelsea jusqu'en 2030, ce qui signifie que le club ne serait pas disposé à s'en séparer à moins d'une offre importante.

Le défenseur de 23 ans a fait sept apparitions officielles sous Enzo Maresca cette saison, dont six titularisations, au cours desquelles il a été averti deux fois.

Diego Forlan estime avant son premier match de tennis professionnel qu'il n'a rien à prouver

A quelques jours de son premier match de tennis sur le circuit professionnel, «un privilège», l'ex-star uruguayenne du foot Diego Forlan a jugé qu'il n'avait «rien à prouver».

«Je profite (du tennis) comme un petit garçon et avoir le privilège de disputer un tournoi professionnel est un luxe», a affirmé l'ancien attaquant de l'Atlético Madrid et de Manchester United, âgé de 45 ans, lors d'une conférence de presse donnée mardi à Montevideo.

Champion d'Angleterre en 2003, meilleur joueur de la Coupe du monde et vainqueur de la Ligue Europa en 2010, Diego Forlan a été invité à s'aligner en double au Challenger de Montevideo (11-17 novembre), où il sera associé à l'Argentin Federico Coria, frère cadet de Guillermo, finaliste à Roland-Garros en 2004.

Cette première apparition dans un tournoi professionnel «est un cadeau, donc je n'ai rien à

prouver à personne (...) J'essaie de me préparer de la meilleure des façons, mais il est clair pour moi que je ne suis pas au même niveau que des joueurs professionnels», a-t-il poursuivi.

En plus de la différence d'âge «significative» avec les autres joueurs engagés, «tous ceux qui viennent ici viennent pour gagner», a insisté le double meilleur buteur du championnat espagnol.

«Je n'aurais jamais imaginé que j'aurais l'occasion de jouer au tennis à un niveau professionnel. C'est un sport que je pratique et qui me plaît, mais je ne le maîtrise pas comme le football», a conclu Forlan, qui a promis de faire de son mieux et de «passer un bon moment» sur le court.

Avant l'Uruguayen, l'ex-star de l'AC Milan Paolo Maldini avait déjà disputé en juin 2017 un match de tennis sur le circuit professionnel, bénéficiant



lui aussi d'une invitation.

Associé à son professeur de tennis Stefano Landonio, le quintuple vainqueur de la Ligue des champions s'était incliné en deux sets secs (6-1, 6-1) au premier tour du tournoi de double du Challenger de Milan.

Le Real Madrid s'enfoncé dans la crise

Le Real Madrid, champion d'Europe et d'Espagne en titre, si solide et souverain l'an dernier, a vu ses faiblesses éclater au grand jour avec une deuxième défaite de rang face à l'AC Milan mardi (3-1), plongeant le géant espagnol dans la crise.

Cela faisait 15 ans. Quinze ans que les supporters 'merengues' n'avait pas connu deux défaites consécutives dans leur forteresse, le Santiago Bernabéu, en encaissant trois buts ou plus.

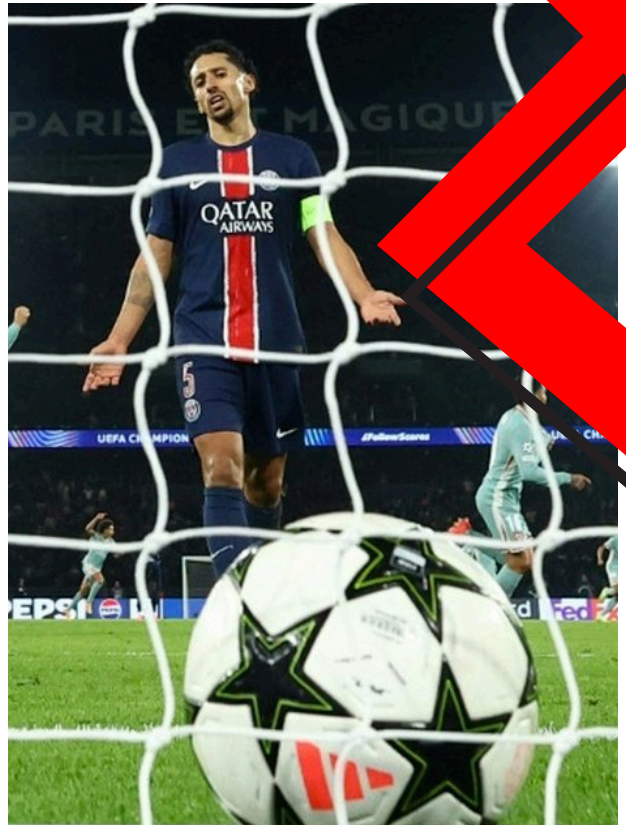
Nous étions alors en 2009 et le Real venait de subir l'une des plus grandes humiliations de son histoire face au FC Barcelone de Messi et Guardiola (6-2), suivi par un revers (3-1) face à Majorque.

Le scénario semble aujourd'hui se répéter pour le Roi d'Europe, corrigé à nouveau par son éternel rival barcelonais (4-0) et par l'AC Milan (3-1) en l'espace de deux semaines. Avec, dans les deux cas, des problèmes flagrants de solidité,

d'équilibre, de créativité et d'efficacité des deux côtés du terrain. Assez pour enfoncer le club madrilène dans un profond marasme.

L'entraîneur Carlo Ancelotti, loué pour sa gestion exceptionnelle l'an passé, semble aujourd'hui peiner à trouver des solutions pour relancer son équipe. "Désastre", "incendie", "ridicule"... La presse espagnole se veut mercredi très alarmiste.

"0-4... et maintenant ça. Les 'Blancos' répètent les mêmes erreurs que dans le Clasico dans un nouveau match médiocre", titre le quotidien 'Marca', déplorant dans ses pages un manque cruel "de jeu et d'intensité" et des "erreurs défensives" qui finissent par punir le Real "y compris dans sa compétition fétiche". "Le cauchemar continue!", titre son concurrent 'AS' avec une photo de Kylian Mbappé, encore en échec mardi malgré plusieurs occasions, tête basse.



Le PSG battu sur le fil par l'Atlético et désormais sous pression

Battu à domicile dans le temps additionnel par l'Atlético Madrid (2-1), le PSG, encore trop inefficace devant le but, est désormais sous pression en Ligue des champions avant de rencontrer le Bayern Munich et Manchester City.

Face au bloc madrilène bien en place, la possession parisienne a été encore une fois stérile car Paris n'a pas su profiter de ses temps forts et a mal géré ses temps faibles.

A force de contourner la double ligne défensive des 'Colchoneros', organisés en 4-4-2, et de centrer sur personne car il n'y a toujours pas de N.9 au PSG, les Parisiens ont concédé une nouvelle défaite après celle contre Arsenal (2-0). Ayant la possession (70%), tentant à de nombreuses reprises sans être dangereux, ils sont frustrés et dans une position compliquée. En quatre journées, Paris aura gagné seulement une fois contre Gérone (1-0).

De ce fait, les joueurs de Luis Enrique sont toujours cloués en deuxième partie de tableau, à la 25ème place, bien loin du top 8 synonyme de qualification directe pour les huitièmes de finale à l'issue des huit matches de ce nouveau format au classement unique.

La mission d'accrocher les places numérotées de 9 à 24, synonymes de barrage aller-retour d'accession en 8es de finale, semble désormais la plus probable même si elle est compliquée en vue des prochaines rencontres: le Bayern Munich, Manchester City, Salzburg et Stuttgart.



Premier League

Chelsea et Arsenal face à face pour un derby londonien à Stamford Bridge

Le coup d'envoi de ce match, qui se déroulera au Stamford Bridge (Londres) sera donné ce dimanche 10 novembre 2024 à 20h30. Avant la rencontre, Chelsea est classé à la 4ème place du Championnat d'Angleterre et Arsenal à la 5ème. Les deux équipes se sont déjà rencontrées 193 fois depuis 1907, le dernier match entre les deux formations a été remporté par Arsenal le mardi 23 avril 2024 (Championnat d'Angleterre - 29e journée : 5-0).

Suite à sa victoire 8-0 en Conference League face au Noah, le Chelsea mise sur un nouveau succès lors de cette rencontre.

Lors de la rencontre précédente, le Chelsea avait enregistré un taux de possession de balle de 58% et 31 tirs au but dont 18 cadrés. Du côté du Chelsea, les joueurs à avoir marqué sont Tosin Adarabioyo (12'), Marc Guiu (13'), Axel Disasi (18'), João Félix (21', 41'), Mykhaylo Mudryk (39') et Christopher Nkunku (69', 76'). Leur adversaire, le Noah, a eu 15 tirs au but dont 7 cadrés.

Ces derniers temps, le Chelsea n'a presque jamais montré une défense solide. L'équipe a de quoi s'inquiéter étant donné que le Chelsea n'a pas réussi à empêcher ses adversaires de marquer lors de 5 de ses 6 rencontres précédentes, laissant passer 7 buts au cours de cette période. Néanmoins, nous devons attendre de voir si cette tendance va réellement être observée lors de cette prochaine rencontre.

Les résultats précédents montrent que le Chelsea:

n'a pas réussi à battre l'Arsenal lors de leurs 5 dernières confrontations de championnat.

n'a pas perdu lors de ses 4 derniers matchs de

championnat dans son stade.

Suite à sa défaite lors du dernier duel contre l'Inter Milan en Champions League, l'Arsenal tentera de repartir avec un meilleur résultat cette fois-ci.

Lors de la rencontre précédente, l'Arsenal affichait un taux de possession de balle de 63% et 21 tentatives de tir au but dont 4 cadrés. Dans le camp adverse, l'Inter Milan, a obtenu 7 tentatives de tir au but dont 1 cadré. Hakan Çalhanoğlu (45') a inscrit un but pour l'Inter Milan.

Dernièrement, lors des rencontres où apparaît l'Arsenal, on a constaté une tendance apparente : au moins une équipe n'a pas inscrit le moindre but. En jetant un oeil à ses six derniers affrontements, on se rend compte que cela a eu lieu 5 fois. Au cours de ces face-à-face, les camps adverses ont réussi inscrire en tout et pour tout 6 buts tandis que l'Arsenal a marqué 6 buts.

Les statistiques d'avant-match montrent que l'Arsenal:

n'a pas connu de défaite contre le Chelsea lors des 5 derniers duels de championnat disputés en déplacement. Les supporters qui se sont déplacés ont pris plaisir à regarder ces duels.

n'a connu aucun succès à l'extérieur lors de ses 3 rencontres précédentes de championnat.

Si on observe

leurs rencontres précédentes, en remontant jusqu'au 22/08/2021, on remarque que le Chelsea a gagné 1 fois lors de ces matchs, l'Arsenal a enregistré 4 succès et le total de nuls s'élevait à 1.

Il y a eu également beaucoup de buts inscrits lors de ces matchs avec 22 en tout, ce qui représente une moyenne de 3.67 buts par rencontre.

En championnat, le dernier duel entre ces deux équipes a eu lieu lors de la 29ème journée de Premier League le 23/04/2024. À la fin du match, le marquoir affichait Arsenal 5-0 Chelsea.

Ce jour-là, l'Arsenal avait enregistré un taux de possession de balle de 45% et 27 tentatives de tir au but avec 10 cadrés. Les buts ont été inscrits par Leandro Trossard (4'), Ben White (52', 70') et Kai Havertz (57', 65').

Du côté de l'équipe adverse, le Chelsea avait enregistré 7 tirs au but avec 1 cadré.

Pour ce duel, il y a de grandes chances que le Chelsea opte pour un dispositif en 4-2-3-1 et choisisse d'aligner Robert Sanchez, Malo Gusto, Wesley Fofana, Levi Colwill, Reece James, Moisés Caicedo, Roméo Lavia, Noni Madueke, Christopher Nkunku, Jadon Sancho et Nicolas Jackson.

On prévoit que l'Arsenal décide d'entamer la rencontre avec un schéma tactique en 4-2-3-1 et fasse monter David Raya, Thomas Partey, William Saliba, Gabriel Magalhães, Jurrien Timber, Mikel Merino, Jorginho, Bukayo Saka, Leandro Trossard, Gabriel Martinelli et Gabriel Jesus.

